

Projet
Accompagnement
Solidarite
Colombie



Le **QUOI** et le **POURQUOI**

Contenu

Le PASC ... 2

Guerre sale en Colombie ... 3

Solidarité directe ... 4

Red de Hermandad ... 5

Déplacements forcés et vols de terres ... 6

Jiguamiando et Curvarado ... 7

Le Catatumbo ... 8

Prisonnier/ères politiques ... 10

Publications ... 11

Pour en savoir plus ... 12



Le PASC est un collectif basé au Québec qui travaille à créer un réseau de solidarité directe avec des organisations et des communautés colombiennes en résistance pour la défense de leur territoire et le respect de leurs droits.

Né de la rencontre d'activistes lors des mobilisations continentales contre les accords de libre-échange, le Projet Accompagnement Solidarité Colombie s'est donné comme mission d'articuler une solidarité directe entre le Nord et le Sud, dans l'optique de mettre en pratique les principes libertaires en faisant vivre les idées anti-capitalistes dans des relations durables entre mouvements de résistance, allant ainsi au-delà de la solidarité internationale et de l'aide humanitaire.

Pour être tenus informés de nos activités, visitez régulièrement notre site web et/ou inscrivez-vous sur notre liste de diffusion à partir de la page d'accueil du site.

www.PASC.ca



Nos moyens d'action

★ Accompagnement de communautés menacées ★

La présence internationale sur le terrain représente un appui important pour les communautés qui affirment leurs droits en tant que population civile vivant au sein d'un conflit armée. Elle sert de mécanisme de protection

contre la répression exercée par l'Armée et les paramilitaires et favorise une plus grande visibilité du processus de résistance des communautés au niveau national et international.

★ Information et sensibilisation ★

Par le biais de son site web, sa revue *La Piedra en el Zapato*, son film et autres publications, de sa liste internet et lors d'événements publics, le PASC diffuse de l'information concernant les processus de

résistance en Colombie ainsi que les intérêts économiques qui se cachent derrière la violation systématique des droits humains.

★ Dénonciations et pressions ★

Via son « réseau d'actions urgentes », le PASC publie des rapports d'actualité faisant état de menaces ou de cas de violation des droits humains que les communautés ou organisations que nous

appuyons veulent dénoncer au niveau international. Ces rapports de la situation sont accompagnés de modèles de lettre pouvant être endossés avant d'être adressés aux autorités concernées.

★ Et vous? Invitez le PASC! ★

Nous vous visiterons dans votre milieu de travail, votre école, votre centre communautaire, votre église ou votre syndicat. Vous pouvez aussi nous aider à diffuser les différentes publications du PASC dans votre coin. Nous proposons aussi plusieurs autres médiums: de l'exposition photo, au reportage vidéo en passant par la compilation musicale ou le théâtre. Voir la section "Invitez le PASC".

Guerre sale en Colombie

Responsabilité gouvernementale et internationale



Au milieu des années 1940, la violence politique stimulée par le Parti Conservateur laisse en Colombie plus de 300 000 morts sans enquêtes, des milliers de déracinés, un régime politique excluant, une nation soumise dans l'inégalité et la misère et un soulèvement armé des secteurs ruraux contre l'establishment. L'État colombien met alors de l'avant une conception de la sécurité nationale qui permet aux forces militaires de créer, avec l'appui de l'intelligence militaire états-unienne et des intérêts économiques étrangers, de véritables structures paramilitaires, lesquelles, toujours en fonction aujourd'hui, sont responsables de 14 700 cas d'homicides ou de disparitions entre 1988 et 2002 et de près de 4000 depuis 2002. Cette stratégie armée qui, outre la mise sous silence de toute contestation sociale, vise à imposer un modèle unique de développement en vue de céder les terres et richesses naturelles du pays aux puissants intérêts internationaux, explique la présence de plus de trois millions de réfugié-es internes dépossédé-es de leurs terres.

Les études réalisées par les organisations de défense des droits humains du pays, font état de nombreux crimes contre l'humanité commis par l'État : exécutions extrajudiciaires (65 000 homicides ont été rapportés depuis 1965), détentions-disparitions (plus de 10 000 cas) torture, viols, déplacements forcés, arrestations massives et détentions arbitraires, etc. S'il existe plusieurs enquêtes et dénonciations sur les liens entre les paramilitaires et des élu-es et fonctionnaires étatiques, il reste toujours à discuter, selon nous, non seulement la responsabilité du gouvernement colombien dans ce phénomène, sinon également celle des puissants secteurs économiques du pays ainsi que la responsabilité internationale quant à la complicité des pays occidentaux et des entreprises transnationales.



Solidarité directe

La solidarité directe pose un regard critique sur l'aide internationale considérant que les projets de développement s'inscrivent dans les dynamiques dominantes de l'économie mondiale qui tout en enrichissant le secteur privé des pays investisseurs, accroît la dépendance des économie du dit "tiers monde" à l'égard des firmes transnationales et des institutions financières internationales. Par ailleurs, l'aide octroyée, souvent sporadique et sans lendemain, est définie en

fonction des agenda des ONGs des pays riches et nuit à la construction de l'autonomie locale des communautés.

La solidarité directe propose plutôt de bâtir des relations égalitaires entre des groupes sociaux qui occupent des positions différentes dans la hiérarchie mondiale en vue de transférer les privilèges d'un groupe vers l'autre (accès à l'information et aux médias, contacts et réseaux, etc.) et de partager les expériences de résistance et les analyses.



Concrètement, la solidarité directe du PASC se manifeste par :

- une présence physique pour transférer les privilèges de la citoyenneté canadienne aux communautés qui luttent au quotidien contre la violence militaro-économique
- diffusion du discours de groupes invisibilisés par les grands médias
- échanges d'expériences et rapports égalitaires
- approche féministe, recours à l'éducation populaire et appui organisationnel
- surveillance du rôle du Canada (recherches portant sur l'action des agences gouvernementales et des compagnies canadiennes en Colombie)

La RedHer



La **Red de Hermandad y Solidaridad con Colombia** (Réseau de fraternité et de solidarité avec la Colombie) est un espace de coordination partagé par diverses organisations colombiennes de base et autonomes (Red Colombia), ainsi que par des organisations et collectifs de

d'autres pays qui travaillent en Colombie selon des principes de solidarité politique internationaliste (Red Europea). Ces pratiques sont basées sur l'échange, qui permet l'enrichissement mutuel des expériences de résistance entre les groupes d'Europe, d'Amérique du Nord et de Colombie.

Le PASC est membre de la RedHer depuis 2006. Au sein de ce réseau, le PASC travaille avec le *CISCA* (voir page 8, *le Catatumbo*) ainsi qu'avec le *Comité de solidarité avec les prisonniers politiques* (p.10).

La Red travaille sur deux grands axes thématiques afin de trouver une solution politique négociée au conflit social et armé qui fait rage en Colombie:

- la **lutte contre l'impunité et la répression**, dans une idée de justice intégrale, et le combat pour la **défense des ressources naturelles**;
- le **respect de la souveraineté et de la culture**.

Plusieurs efforts sont également mis pour la création d'un réseau de communication, afin d'avoir accès directement aux informations émanant des organisations populaires et d'ainsi faciliter la diffusion de la vérité et l'éducation populaire.



Déplacements forcés et vols de terres dans la Colombie « para »militarisée

Les années 90 représentent en Colombie une époque où la stratégie paramilitaire de l'État va atteindre son apogée en termes de barbarie. Avec la complicité des autorités colombiennes, les différents blocs paramilitaires vont effectuer une répression massive dans tout le pays contre ceux et celles qui osent défendre leurs droits.

La stratégie privilégiée sera celle du massacre et du déplacement forcé, l'objectif étant de briser toute forme d'organisation populaire et de libérer les terres fertiles en vue d'imposer un modèle de développement unique lié à l'investissement privé et au redéploiement capitaliste mondial.

La résistance civile et les Zones humanitaires

En milieu rural, les principales victimes de cette stratégie paraétatique sont les communautés noires, autochtones et paysannes. Ces communautés persécutées cherchent alors le moyen de défendre leur mode de vie en récupérant leur territoire ancestral. C'est dans ce contexte que les « Zones humanitaires » apparaissent. Symbolisant les principes de protection et de distinction de la population civile vivant au milieu d'un conflit armé, ces enclaves de

résistance civile s'appuient sur le droit humanitaire international ainsi que sur l'accompagnement national et international en vue de permettre aux communautés de s'organiser pour la défense de leurs terres et de leur projet de vie. Les zones humanitaires se présentent donc comme une réponse des communautés paysannes face au redéploiement paramilitaire et militaire qui s'effectue présentement en Colombie.

Les communautés afrodescendantes et métisses du Jiguamiandó et du Curvaradó

furent massivement déplacées lors de l'Opération Genesis (1997). Les avions militaires bombardèrent leur territoire alors que l'Armée nationale mena au sol une opération conjointe avec les troupes paramilitaires, attaquant les villages, pillant et incendiant, massacrant la population civile. Plus de 4 000 survivant-es furent contraint-es de quitter leurs terres sous la menace des paramilitaires tant que communautés noires, ces communautés avaient reçu un titre de propriété collective sur leur territoire ancestral conformément à la Loi 70 et à la Constitution de 1991.

Une fois les communautés déplacées, ce territoire des plus riches en biodiversité fût soumis à un développement intensif. Avec l'appui du gouvernement colombien, le

financement de capitaux étrangers et la protection armée des troupes paramilitaires, un mégaprojet agroindustriel fût implanté. Sur ces terres s'étend maintenant une vaste monoculture de palme africaine dont la production est destinée au marché mondial (huile végétal et « bio »diésel). Bravant les menaces des acteurs armés, les paysan-nes commencèrent à s'organiser, avec le soutien de la Comisión de Justicia y Paz, une ONG colombienne, afin de retourner sur leur territoire et d'entamer les démarches légales en vue de récupérer leurs propriétés et de dénoncer la violation de leurs droits. En 2004, 3 Zones humanitaires furent créées dans le Bassin du Jiguamiandó puis en avril et octobre 2006, les communautés du Curvaradó en constituèrent deux autres sur leur territoire dont l'une au centre même de la monoculture de palme. Depuis 2006, des "zones de réserve naturelle de la biodiversité" ont également été créées en tant qu'espace pour la culture de subsistance et pour protéger la forêt tropicale. À la demande des communautés, le PASC est présent dans la région depuis 2004 afin d'assurer une présence internationale dans les Zones humanitaires et d'appuyer leur résistance civile





LE CATATUMBO

Zone pétrolière et minière

mais également région de résistance et d'organisation paysanne

*Extraits d'entrevue avec un
leader du CISCA (nov. 2007)*

Notre région est située à la frontière du Venezuela et son emplacement revêt un intérêt hautement stratégique pour différents groupes armés. Elle est riche en charbon et en pétrole, elle regorge de biodiversité et de terres fertiles et son important réseau de bassins et de sources d'eau potable est convoité par les grandes multinationales de l'eau.

Ce territoire, nous le partageons entre les communautés paysannes et le peuple Bari, des autochtones qui depuis des siècles le protègent et le défendent.

La seule présence de l'État dans notre région est celle des armes. Faute de soutien public, nous devons construire nos propres écoles, nos centres de santé et nos routes.

Depuis l'entrée de l'Armée et des troupes paramilitaires en 2002, notre territoire est jonché de morts et de disparus, nos organisations sociales ont été persécutées et anéanties et notre tissu social détruit. De plus, les opérations de bombardements et de fumigations aériennes, qui continuent à ce jour, appauvrissent le sol, contaminent l'eau et saccagent nos cultures, nous forçant à quitter nos terres pour survivre.





Nos communautés ont une longue tradition d'organisation laquelle nous a permis d'améliorer nos conditions de vie. Après la destruction de nos organisations sociales par l'Armée et les paramilitaires (2002) nous nous sommes de nouveau relevés pour planter la semence arrosée du sang de nos leaders communautaires disparus ou assassinés et maintenant elle commence à germer... elle a donné naissance au CISCA (2004), une organisation régionale de paysan-nes pour les paysan-nes : un pas de plus sur notre long chemin d'organisation et de résistance pour défendre notre territoire et nos communautés.



Edilma, paysanne du Catatumbo

Suite entrevue

Il ne fait aucun doute, la stratégie de massacres, de déplacements forcés et de menaces déployée par l'État et ses alliés paramilitaires dans notre région a pour objectif de vider le Catatumbo de sa population afin de laisser libre cours à l'exploitation de ses ressources naturelles par les firmes étrangères.

Nous tous, paysan-nes, autochtones Bari, associations de femmes, de jeunes, de producteurs, coopératives, etc.

nous sommes réunis au sein du Comité d'Intégration sociale du Catatumbo (CISCA) en 2004 afin d'élaborer une proposition collective pour défendre le Territoire et la Vie *DANS le territoire*. C'est ce que nous nommons notre « Plan de vie » qui touche à plusieurs aspects tels que la souveraineté alimentaire, l'organisation des femmes, les communications communautaires, l'éducation, la santé par les plantes, etc.

Depuis janvier 2007, le PASC accompagne les communautés du Catatumbo pour appuyer le processus organisationnel du CISCA (communications, travail avec les groupes de femmes, éducation populaire politique, grange communautaire, etc.), produire des rapports sur la situation des droits humains et enquêter sur l'agissement des compagnies minières canadiennes présentes sur ce territoire.



Au-delà des murs

Campagne permanente de solidarité avec les prisonniers et prisonnières politiques

La Colombie compte environ 7200 personnes détenues pour des motifs politiques.

Considérés par l'État

« l'ennemi interne dans la prison », leur condition en est d'autant plus vulnérable. Entassés comme du bétail dans les donjons du pouvoir, ces hommes et femmes qui, de par leurs voix, leurs poings et leurs écrits ont refusé le silence, sont effacés de la réalité sociale, bâillonnés face à l'histoire. Invisibles au sein de leur peuple, leur qualité d'être humain est soustraite au cadre de droits qui auréole les États démocratiques.

En organisant une campagne de solidarité avec les

prisonnières et prisonniers politiques de Colombie, nous souhaitons non seulement faire connaître la problématique

carcérale mais également visibiliser le caractère idéologique de nos États "démocratiques" qui, outre le recours à la violence armée et économique, manipulent lois et droits en vue d'exterminer toute expérience populaire proposant des alternatives à cette société d'injustices. Nous

entendons réhabiliter le concept de "délit politique" et les droits d'objection de conscience et de rébellion qu'il implique dans un contexte mondial où la croisade anti-terroriste criminalise toute possibilité d'opposition à l'Ordre dominant et cela tant en Colombie qu'au Canada.



Dessin Prison La Picota, Bogota



Travail de sensibilisation portant sur la réalité des prisonnier/ères politique

Ouvrir en Amérique du Nord l'espace pour aborder la problématique du terrorisme d'État et des tendances ultra-sécuritaires sous l'angle du concept, reconnu dans le droit international, de "prisonnier politique" afin de faire le lien avec d'autres situations au Canada et dans le monde, tel que les certificats de sécurité, la répression, la criminalisation de l'action politique, etc.

Visites dans les prisons colombiennes et aux familles de détenu-es

Pour créer des espaces d'échanges avec les prisonnier/ères politiques et démontrer à l'administration pénitentiaire que ceux-ci ont des appuis internationaux. Pour rompre la marginalisation sociale des familles et dénoncer les menaces et persécution dont elles font l'objet.



Correspondance avec des groupes de prisonnier/ères politique

La majorité des prisonnier/ères politiques sont des militant-es sociaux qui, du jour au lendemain, se retrouvent coupés du monde, sans information et sans possibilités de participer aux débats sociétaires. La correspondance avec l'extérieur participe à briser leur isolement.



Diffusion des écrits des prisonnier/ères politiques et appuis à leurs revendications

Dans la Piedra mais également sur notre site web et dans nos brochures nous publierons régulièrement des textes d'analyse et des écrits poétiques des prisonnier/ères politiques de Colombie.

Appui au Comité de Solidaridad con los Presos Políticos

Organisation colombienne fondée en 1973 pour défendre et promouvoir les droits humains des personnes détenu-es pour des motifs politiques via l'accompagnement psychosocial et le soutien juridique.



Invitez le PASC !

Contactez-nous pour vous procurer des copies
ou organiser un évènement.

Publications du PASC

- Revue *La Piedra en el Zapato* (en français) et *Stone in the Shoe* (anglais)
- Pamphlets (fr, angl, esp)
- Cahier d'accompagnatrices : *Mémoires de guerre, mémoires de vies, mémoires de résistance !!!*

Théâtre

"Rugissement de terre sur conscience en lutte"

Création originale 2008.

Retour-terrain de deux accompagnateur-trices.

Texte aussi disponible en brochure.

Exposition photo

"Communautés en résistance de Colombie"

Musique

Compiles du PASC (1 et 2) ;
Des Renacientes (musique de CAVIDA, communautés en résistance du Cacarica)
Oyeme Choco et *A nuestros martires*

Distribués par le PASC

- *Histoires des afrocolombiens*, Nouveaux cahiers colombiens no. 2 (2007),
- *Ville et guerre sociale en Colombie*, Nouveaux cahiers colombiens no. 3 (2007), Groupe de solidarité Colombie Genève
- *Somos tierra de esta tierra*, comunidades del Cacarica

Vidéo

- *L'empire de la palme : Crimes d'État et résistance civile en Colombie*, 20 min et 56 min, produit par le PASC à partir d'entrevues réalisées dans les communautés du Jiguamiando en 2004 et 2005
- Le PASC possède également plusieurs documentaires (en espagnol) sur différents enjeux et communautés de Colombie

T-shirts du PASC et de la campagne contre Coca Cola

Ateliers

- Les agro-combustibles (ou le dit "bio"diésel)
- Les communautés en résistance
- La souveraineté alimentaire
- Solidarité directe, principes et actions
- Impunité et terrorisme d'État en Colombie
- Traités bilatéraux
- Plan Colombie 1 et 2
- Plan Puebla Panama et autres plans impérialistes de développement et de militarisation sur le continent.

Pour en savoir plus...



Médias colombiens

Anarcol <http://www.nodo50.org/anarcol/>

Centro de Estudios libertarios (CEL)

<http://www.centrodeestudioslibertarios.org/>

Centro de Investigacion y Educacion Popular (CINEP)

<http://www.nocheyniebla.org/>

Centros de Medios Independientes de Colombia

<http://colombia.indymedia.org/>

Comision de Justicia y Paz

<http://es.geocities.com/justiciaypazcolombia/>

Desde los Margenes, Javier Giraldo

<http://www.javiergiraldo.org/>

Movimiento Nacional de Victimas de Crimenes de Estado

<http://www.movimientodevictimas.org/>

Prensa rural <http://prensarural.org/>

Red colombiana de Accion frente al libre comercio y el ALCA

<http://www.recalca.org.co/>

Red de Defensores no Institucionalizados

<http://www.dhcolombia.info/>

Tribunal Permanente de los Pueblos, capitulo Colombia

<http://tpp.revolt.org/>

Médias solidaires

Colombian Solidarity Campaign

<http://www.colombiasolidarity.org.uk/>

Comité pour les Droits Humains en Amérique Latine

<http://www.ccdhal.org>

International Peace Observatory

<http://www.peaceobservatory.org/>

Red de Hermandad y Solidaridad con Colombia

<http://www.redcolombia.org/>

... et visitez les sections "Colombie" de :

Amnistie Internationale <http://www.amnesty.org/>

Commission Interaméricaine de Droits Humains de l'OEA

<http://www.cidh.org/>

Haut commissariat pour les droits humains de l'ONU

<http://www.hchr.org.co/>

Human Right Watch www.hrw.org/

Le Monde diplomatique <http://www.monde-diplomatique.fr/>

Nacla Report <http://www.nacla.org/>

Peace Brigades International <http://www.pbi-colombia.org/>

AVIS PUBLIC : RECHERCHÉ-ES

traducteur/trices

(pour des textes de l'espagnol vers le français ou l'anglais)

Écrivez-nous!

membres pour le réseau d'actions urgentes

prêts à réenvoyer les modèles de lettres proposés par le PASC dans le but de faire pression sur les autorités colombiennes lorsque la sécurité des communautés accompagnées est menacée. Inscrivez-vous en ligne sur notre site web !

accompagnatrices et accompagnateurs

(formation obligatoire, séjour d'un minimum de 3 mois)

Visitez notre site web pour connaître le processus de sélection et de formation !



info@pasc.ca

(514) 966-8421

8055-301, rue Lajeunesse

Montréal, Qc

H2R 2J7

www.PASC.ca